

2022 : la relance du projet européen ?

Déclaration du groupe Santé et citoyenneté

La présidence, par la France, de l'Union européenne est l'occasion pour le CESE et nos organisations, de réaffirmer le besoin d'une Europe forte, protectrice et garante d'un avenir souhaitable.

La crise que nous traversons a renforcé la nécessité d'une stratégie commune face aux enjeux économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux.

Le plan de relance participe de cette stratégie. Pour le groupe Santé & Citoyenneté, il doit servir en priorité à lutter contre les inégalités et la pauvreté, tout en poursuivant la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux qui vise notamment l'égalité des chances et l'accès au marché du travail.

L'Union européenne doit jouer un rôle plus important dans le domaine de la santé publique. L'instauration d'une Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire dont l'objectif sera de disposer des équipements médicaux nécessaires contre les futures menaces pour la santé, va dans le bon sens. Par ailleurs, la mise en place d'un observatoire européen Santé et Climat en mars 2021 visant à « comprendre, anticiper et minimiser les menaces pour la santé causées par le changement climatique » rejoint nos attentes. Il convient de développer une base de données de santé européenne à laquelle le Health data hub, la plateforme française, doit apporter tout son concours et son expérience.

L'UE doit aussi permettre de faire respecter les libertés fondamentales et les valeurs des droits humains. Notre groupe est particulièrement attaché à la question de l'effectivité de l'accès aux droits : l'affirmation de l'existence de droits impose l'assurance d'une application effective. C'est d'ailleurs l'un des motifs de la défiance des citoyennes et des citoyens à l'égard des institutions. Dans les champs de la santé en particulier, nous savons à quel point la lutte contre les inégalités d'accès aux soins et le renoncement aux soins doit être renforcée.

L'ambition d'une Europe inclusive et respectueuse des droits fondamentaux passe aussi par le respect des droits des femmes. Au moment où certaines libertés fondamentales sont remises en cause, notre groupe réaffirme avec vigueur que la promotion de l'égalité entre les sexes doit être une priorité.

Face aux défiances et à la montée des populismes, la société civile doit être associée à la construction d'une Europe plus juste, plus solidaire et plus durable, porteuse d'une démocratie renouvelée.

Le groupe Santé et citoyenneté a voté la résolution.